

# TRANSFERTS D'ARGENT Perte de plus de 900 milliards de f CFA pour l'Afrique

Selon une ONG britannique, les coûts élevés imposés par des opérateurs constitués en duopole font perdre d'importantes sommes d'argent à l'Afrique. Une régulation du marché, via une saine concurrence, permettrait au continent de bénéficier du manque à gagner.



Les pertes enregistrées par le continent africain dans les transferts d'argent sont énormes. Même si les chiffres peuvent varier d'une étude à une autre, tout le monde s'accorde sur le caractère onéreux de ces transactions qui ont un impact sur les économies des pays africains. Dans son dernier rapport publié le 16 avril 2014, l'ONG britannique Overseas Development Institute (ODI) rapporte que les pertes enregistrées chaque année par l'Afrique, du fait des transferts d'argent, atteignent 1,8 milliard de dollars, soit 900 milliards de f CFA. Des montants qui connaissent une constante hausse depuis plus de deux décennies que certains opé-

rateurs ont lancé leurs activités en Afrique, en l'occurrence Western Union et MoneyGram qui font office de leaders dans ce segment. Une courbe ascendante qui laisse croire que la barre de 1 000 milliards de f CFA pourrait être atteinte et dépassée au cours des prochaines années, surtout avec la reprise économique en cours, l'Afrique constituant pour des investisseurs une destination prisée au regard de nombreuses potentialités encore inexplorées et inexploitées.

À en croire cette ONG, ces pertes atteignent des proportions inquiétantes à cause notamment des frais de transferts élevés supportés par les Africains établis à l'étranger qui

Une agence Western Union quelque part en Afrique noire

Une courbe ascendante qui laisse croire que la barre de 1 000 milliards de f CFA pourrait être atteinte.

envoient régulièrement l'argent à leurs proches restés dans le continent. Selon le rapport d'ODI, «en Afrique subsaharienne, les frais sont en moyenne de 12% sur les transferts de 200 dollars US, ce qui représente carrément le double de la moyenne mondiale». Des disparités qui apparaissent également entre les taux appliqués à l'Afrique et ceux en vigueur dans les autres régions du monde. Les coûts élevés des transferts d'argent en direction de l'Afrique ou à partir du continent africain sont la conséquence d'une situation de quasi-monopole ou d'un duopole avilissant entretenu par Western Union et MoneyGram. Conséquence, «cette surtaxe sur les transferts détourne les ressources dont les familles ont besoin pour pouvoir investir dans l'éducation, la santé et la construction d'un avenir meilleur». La suppression de cette surtaxe serait nettement profitable à l'Afrique, notamment pour le secteur de l'éducation dont on pourrait financer la scolarisation de plus de 14 millions de jeunes africains. Dans la même optique, plus de 21 millions d'Africains pourraient ac-

céder à l'eau potable, sans oublier des dizaines de millions d'autres qui pourraient être éligibles à d'autres services sociaux.

Selon toute vraisemblance, en l'absence d'une saine concurrence, le duopole a certainement de beaux jours devant lui. D'autant que peu d'Africains, en l'occurrence les Subsahariens, disposent d'un compte bancaire pour pouvoir recevoir l'argent par virement bancaire. Encore qu'ils sont nombreux en Afrique ceux qui préfèrent «le service instantané» de Western Union et de MoneyGram, comparativement au système bancaire «plus lourd et plus complexe», où il faudrait attendre en moyenne deux jours pour entrer en possession de l'argent. Ces firmes internationales ayant de manière unilatérale fixé les prix de transferts d'argent, l'Afrique ne dispose pas véritablement de moyens pour inverser la tendance à sa faveur. Son seul salut ne pouvant que provenir de l'arrivée de plusieurs acteurs sur le marché, et jouer sur la saine concurrence pour permettre la régulation du marché.

**Achille Mbog Pibasso, Douala**

**La surtaxe sur les transferts détourne les ressources dont les familles ont besoin.**

**Un manque à gagner énorme sur les commissions de transfert**

